

de politique d'ajustement structurel se sont soldés par un échec: déficit des finances publiques, PIB en régression à partir de 1987, une dette intérieure paralysant l'activité économique, dette extérieure de l'ordre de 18 milliards de dollars faisant de la Côte d'Ivoire le pays le plus endetté par habitant de la planète...

A la chute des cours du cacao et du café au milieu des années quatre-vingt se sont ajoutées fraude et corruption en matière fiscale et douanière au profit des dignitaires du PDCI. Dans le même temps, les producteurs de café et de cacao sur lesquels se fonde depuis la période coloniale l'économie ivoirienne n'ont pas perçu les prix officiels garantis, qui n'ont cessé de décroître, renforçant l'influence du Syndicat des agriculteurs de Côte d'Ivoire (SYNACI) proche du FPI. Les salariés ont connu la rigueur des réductions de salaires et des licenciements (20 000 dans le secteur public et des milliers de laissés-pour-compte des entreprises privatisées ou liquidées).

A la suite de la dévaluation du franc CFA, le 12 janvier 1994, à laquelle était hostile F. Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire a renoué avec les institutions de Bretton Woods qui lui ont accordé un concours conditionnel de 8,6 milliards FF à échéance de 1996. Dès 1994, l'ensemble des bailleurs de fonds s'est engagé à hauteur de 6,6 milliards FF, dont le quart pour la France qui a comblé depuis des années les déficits de ce pays nés d'une politique économique dispendieuse et prévaricatrice.

Dévaluation, un marché de dupes

Premier exportateur de cacao (un tiers de la production mondiale), quatrième producteur de café, la Côte d'Ivoire devait selon les champions de la dévaluation tirer les plus grands bénéfices de ce changement, les cours s'étant en outre raffermis. C'était compter là sans les risques de saturation du marché nés de la concurrence asiatique et l'augmentation des charges des planteurs contraints d'améliorer la qualité de leurs produits. La hausse de 20% à 30% des prix aux producteurs, victimes d'une grave désorganisation de la commercialisation, n'a pas compensé une inflation estimée avec optimisme à 40% pour 1994.

La limitation à 10% de la hausse de la masse salariale (représentant trois quarts du budget de fonctionnement) dans un État qui a eu de plus en plus de mal, à partir de la fin 1993, à payer les salaires, a relancé l'action de la Fédération des syndicats autonomes de Côte d'Ivoire (FESACI), dirigée par Marcel Etté.

Dans le cadre des privatisations concernant plus d'une vingtaine d'entreprises publiques en 1994, le groupe franco-ivoirien d'import-export Sifcom, proche du nouveau chef d'État, s'est renforcé. Mais les intérêts français, à l'image du groupe de travaux publics Bouygues contrôlant avec EDF (Électricité de France) l'eau, l'électricité et le gisement de gaz Foxtrot, ont dû faire face à l'offensive des États-Unis et du Canada pour l'exploitation du gaz, d'un nouveau gisement de pétrole et des télécommunications.

Les tensions avec le Libéria, suite à des incursions militaires, en août 1993, et avec le Ghana après des affrontements meurtriers consécutifs à un match de football opposant les équipes des deux pays (23 morts officiellement) s'étaient apaisées à la mi-1994.